

**STATEMENT OF CANADA TO THE 98TH SESSION OF THE OPCW EXECUTIVE COUNCIL  
DELIVERED IN WRITING BY H.E. MS. LISA HELFAND, AMBASSADOR OF CANADA TO THE  
NETHERLANDS AND PERMANENT REPRESENTATIVE OF CANADA TO THE ORGANISATION FOR  
THE PROHIBITION OF CHEMICAL WEAPONS (OPCW)**

Esteemed Chair, Director-General, Deputy Director-General, Excellencies, Colleagues,

As we see some improvements in our global situation in addressing the COVID-19 pandemic, many challenges remain and should be recognized as the backdrop for our work in the OPCW. There are, however, clear issues that require firm action by the States Parties in the months to come.

Foremost among these issues are: the budget; the lack of investigation of the attack using a Novichok nerve agent on Alexei Navalny; and Syria's attempts to frustrate the work of the Technical Secretariat with delays and stonewalling.

The OPCW's first biennial draft budget proposes an increase to assessed contributions in order that the organization can move towards a Zero Real Growth budget. A Zero Real Growth budget would take into account the pressures of inflation on the Organisation's finances. Canada supports this movement towards a more accurate financial picture.

Over the last decade, Zero Nominal Growth (ZNG) budgeting for the OPCW has painted an unrealistic picture of the organization's finances and resulted in an unsustainable and precarious financial situation. ZNG-based budgeting has had a negative impact on the organisation's core operational capacity. We encourage the TS to continue building a strong and sustainable financial foundation to carry the OPCW into the post-destruction era.

The OPCW's financial difficulties are undeniably exacerbated by the non-payment, late payment or incomplete payment of assessed contributions. Canada urges all States Parties to pay their assessed contributions in full and on time.

Canada remains deeply concerned there has been no attempt to investigate the August 2020 attack on Russian citizen Alexei Navalny with a military-grade Novichok nerve agent. Serious doubts remain about this attack and the Russian Federation's compliance with the Chemical Weapons Convention. Canada supports calls to clarify and resolve this matter.

Canada also continues to be troubled by the Syrian regime's lack of responsiveness to the Technical Secretariat's requests for visas to deploy its mandated missions, and Syria's disregard for the decisions of the Council and the Conference. Syria is forcing the OPCW into a labyrinth of challenges that makes it nearly impossible for teams to deploy. This deliberate obstruction of the Technical Secretariat's work is noncompliant with Syria's obligations to completely and verifiably disarm its chemical weapons program. We urge Syria to immediately stop this obstructive behaviour and work toward its commitment to the object and purpose of the Convention.

Canada is pleased to put its support behind incumbent Director-General, His Excellency Fernando Arias. We are confident DG Arias' steady leadership will help the organization navigate the choppy seas of the next four years, and continue to position the OPCW as a relevant and strong institution in the global disarmament and non-proliferation architecture.

Canada welcomes efforts led by Germany to ensure business continuity in *force majeure* circumstances. We are pleased to co-sponsor Germany's proposal and hope the Executive Council can adopt a proposal by consensus in this regard.

Following continued engagement with States Parties, we are encouraged by Australia and Uruguay's efforts to raise the important tenure issue with the Council. We encourage the Council to give this issue due regard, and hope that a consensus decision on this important matter will be possible in due course.

Finally, Canada hopes that the tendency of States Parties will be to maximize the presence of civil society partners at the upcoming Conference. NGOs have a valuable perspective to add to our understanding of the challenges we face.

**DÉCLARATION DU CANADA À LA 98E SESSION DU CONSEIL EXÉCUTIF DE L'OIAC CONSIGNÉE  
PAR ÉCRIT PAR H.E. MME LISA HELFAND, AMBASSADRICE DU CANADA AUX PAYS-BAS ET  
REPRÉSENTANTE PERMANENTE DU CANADA AU SEIN DE L'ORGANISATION POUR  
L'INTERDICTION DES ARMES CHIMIQUES (OIAC)**

Monsieur le Président, Monsieur le Directeur général, Madame la Directrice générale adjointe,  
Excellences, chers Collègues,

Alors que nous constatons certaines améliorations de la situation mondiale dans la lutte contre la pandémie de COVID-19, de nombreux défis demeurent et doivent être reconnus comme la toile de fond de notre travail au sein de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Il existe cependant des questions claires qui nécessitent des mesures fermes de la part des États parties dans les mois à venir.

Parmi les questions les plus importantes, citons le budget, l'absence d'enquête sur l'attaque à l'agent neurotoxique Novichok commise contre Alexei Navalny et les tentatives de la Syrie de faire échouer le travail du Secrétariat technique par des retards et de l'obstruction.

Le premier projet de budget biennal de l'OIAC propose une augmentation des quotes-parts afin que l'organisation puisse se rapprocher d'un budget à croissance nulle en termes réels. Un budget à croissance nulle en termes réels prendrait en compte les pressions de l'inflation qui pèsent sur les finances de l'organisation. Le Canada soutient ce mouvement vers une image financière plus précise.

Au cours de la dernière décennie, la budgétisation à croissance nominale nulle pour l'OIAC a brossé un tableau irréaliste des finances de l'organisation et a abouti à une situation financière insoutenable et précaire. La budgétisation fondée sur la croissance nominale nulle a eu une incidence négative sur la capacité opérationnelle de base de l'organisation. Nous encourageons le Secrétariat technique à continuer de mettre en place une base financière solide et durable pour permettre à l'OIAC d'entrer dans l'ère post-destruction.

Les difficultés financières de l'OIAC sont indéniablement exacerbées par le défaut de paiement, le paiement tardif ou le paiement incomplet des quotes-parts. Le Canada exhorte tous les États parties à payer leurs quotes-parts en totalité et dans les délais prévus.

Le Canada demeure profondément préoccupé par le fait qu'il n'y ait eu aucune tentative d'enquête sur l'attaque perpétrée en août 2020 contre le citoyen russe Alexei Navalny au moyen d'un agent neurotoxique de type Novichok. De sérieux doutes subsistent quant à cette attaque et au respect par la Fédération de Russie de la Convention sur les armes chimiques. Le Canada appuie les appels visant à clarifier et à résoudre cette question.

Le Canada continue également d'être troublé par le manque de réceptivité du régime syrien face aux demandes de visas du Secrétariat technique pour déployer ses missions mandatées et par le mépris de la Syrie à l'égard des décisions du Conseil et de la Conférence. La Syrie entraîne l'OIAC dans un labyrinthe de défis qui rend le déploiement des équipes quasi impossible. Cette obstruction délibérée au travail du Secrétariat technique ne respecte pas les obligations de la Syrie en matière de désarmement complet et vérifiable de son programme d'armes chimiques. Nous exhortons la Syrie à cesser immédiatement ce comportement obstructif et à œuvrer en faveur de son engagement envers l'objet et le but de la Convention.

Le Canada est heureux d'appuyer le directeur général sortant, Son Excellence Fernando Arias. Nous sommes convaincus que la direction stable du DG Arias aidera l'organisation à naviguer sur les mers agitées des quatre prochaines années et à continuer de positionner l'OIAC comme une institution pertinente et solide dans l'architecture mondiale du désarmement et de la non-prolifération.

Le Canada salue les efforts déployés par l'Allemagne pour assurer la continuité des activités en *cas de force majeure*. Nous sommes heureux de coparrainer la proposition de l'Allemagne et espérons que le Conseil exécutif pourra adopter une proposition à l'unanimité à cet égard.

Après un engagement continu avec les États parties, nous voyons d'un bon œil les efforts déployés par l'Australie et l'Uruguay pour soulever l'importante question du mandat auprès du Conseil. Nous invitons le Conseil à accorder à cette question l'attention qu'elle mérite, et nous espérons qu'une décision consensuelle sur ce sujet important sera possible en temps opportun.

Enfin, le Canada espère que la tendance des États parties sera de favoriser au maximum la présence des partenaires de la société civile à la prochaine Conférence. Les organisations non gouvernementales apportent un éclairage précieux à notre compréhension des défis auxquels nous sommes confrontés.